



ACCORD-CADRE DE SERVICES N° 2025-14-2025-26

Règlement de la consultation commun aux 12 lots

Acheteur

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Objet de la consultation

**EXPOSITION DE GAMMARES EN COURS D'EAU ET PLANS D'EAU, ANALYSES
SUR GAMMARES, EVALUATION DE LA BIOACCUMULATION ET TESTS
D'ECOTOXICITE**

Date limite de remise des offres

Le mardi 30 septembre 2025 à 12H00

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre	3
Ces opérations ont lieu sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse).....	3
1.1 Décomposition en lots	3
1.2 Forme de l'accord-cadre	3
1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution	4
1.4 Condition d'exécution à caractère social.....	4
2. Organisation de la consultation	4
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés.....	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements.....	5
2.4 Variantes	5
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
2.6 Modification de détail des documents de la consultation.....	5
2.7 Délai de validité des offres.....	6
3. Contenu des documents de la consultation	6
4. Retrait des documents de la consultation.....	6
5. Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures	7
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre	9
6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre ..	10
6.1 Jugement des candidatures.....	10
6.2 Jugement des offres	10
6.3 Attribution des lots	11
Attribution de l'accord-cadre.....	12
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	12
8. Renseignements complémentaires.....	13
9. Procédures de recours.....	14

1. Objet de l'accord-cadre

La consultation a pour objet :

- la fourniture de gammares encagés, compatibles avec les exigences des normes Afnor XP T90-721 et XT T90-722 respectivement pour les opérations de bioaccumulation et d'écotoxicité (2 types d'encagements différents) ;
- la réalisation d'opérations d'exposition de gammares en cours d'eau et plans d'eau sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse) ;
- la réalisation sur des gammares préalablement exposés en cours d'eau ou en plans d'eau, de tests d'écotoxicité basés sur l'activité enzymatique acétylcholinestérase, sur des marqueurs de la reproduction et sur l'alimentation.
- l'analyse de substances toxiques bioaccumulées dans les gammares préalablement exposés en cours d'eau ou plans d'eau, dans l'objectif de permettre aux agences de l'eau d'évaluer l'état chimique des cours d'eau et plans d'eau de leurs bassins pour ce qui concerne une partie des éléments requis sur le biote (gammares) ;

L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE agit en qualité de Pouvoir Adjudicateur et de Coordonnateur du Groupement de Commandes constitué des six Agences de l'Eau.

Ces opérations ont lieu sur le territoire de la France métropolitaine (hors Corse).

1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot n°01 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Artois Picardie
- Lot n°02 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Seine Normandie
- Lot n°03 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Rhin Meuse
- Lot n°04 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Loire Bretagne
- Lot n°05 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Rhône Méditerranée
- Lot n°06 : Exposition et écotoxicologie bassin hydrographique Adour Garonne
- Lot n°07 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Artois Picardie
- Lot n°08 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Seine Normandie
- Lot n°09 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Rhin Meuse
- Lot n°10 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Loire Bretagne
- Lot n°11 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Rhône Méditerranée
- Lot n°12 : Analyses bioaccumulation bassin hydrographique Adour Garonne

1.2 Forme de l'accord-cadre

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre fractionné à bons de commande sans minimum et avec maximum en application des articles R. 2162-2 et suivants, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximal pour chacun des lots est fixé à l'acte d'engagement.

Les prestations de chaque lot de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise les prestations

décrites dans chaque lot de l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

Chaque lot de l'accord-cadre sera conclu avec un seul opérateur économique.

1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

1.4 Condition d'exécution à caractère social

Pour les lots 2, 4, 5, 6, 9, 11 et 12, le présent marché est soumis à une condition d'exécution sociale visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés. Les modalités de mise en œuvre sont définies dans le CCAP – Article 9.1.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Mode de dévolution : accords-cadres séparés

La consultation est divisée en 12 lots, chaque lot faisant l'objet d'un accord-cadre séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☒ Un lot
- ☒ Un ou plusieurs lots
- ☒ L'ensemble des lots

Montants estimatifs, maximums et budget alloué par lot et sur la durée totale de l'accord-cadre :

N°	Description	Montant estimé € HT sur 4 ans	Montant maximum € HT sur 4 ans	Budget alloué en € HT sur 4 ans
1	Exposition gammares Bassin hydrographique Artois Picardie.	720 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
2	Exposition gammares Bassin hydrographique Seine Normandie	1 020 000,00	1 280 000,00	1 280 000,00
3	Exposition gammares Bassin hydrographique Rhin Meuse	960 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
4	Exposition gammares Bassin hydrographique Loire Bretagne	1 120 000,00	2 160 000,00	2 160 000,00

5	Exposition gammare Bassin hydrographique Rhône Méditerranée	1 440 000,00	1 800 000,00	1 800 000,00
6	Exposition gammare Bassin hydrographique Adour Garonne	2 400 000,00	2 600 000,00	2 600 000,00
7	Analyses gammare Bassin hydrographique Artois Picardie.	280 000,00	720 000,00	720 000,00
8	Analyses gammare Bassin hydrographique Seine Normandie	240 000,00	300 000,00	300 000,00
9	Analyses gammare Bassin hydrographique Rhin Meuse	440 000,00	720000,00	720000,00
10	Analyses gammare Bassin hydrographique Loire Bretagne	280 000,00	540 000,00	540 000,00
11	Analyses gammare Bassin hydrographique Rhône Méditerranée	300 000,00	360 000,00	360 000,00
12	Analyses gammare Bassin hydrographique Adour Garonne	400 000,00	600 000,00	600 000,00

2.3 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si l'accord-cadre est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

2.4 Variantes

Il n'y a pas de variante prévue dans la consultation.

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE.

2.6 Modification de détail des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 5 mois à compter de la date limite de remise de l'offre.

3. **Contenu des documents de la consultation**

Les documents de la consultation comprennent les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC), commun aux 12 lots et ses annexes
- L'acte d'engagement et ses annexes financières propres à chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun aux 12 lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun pour les lots 1 à 6 et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun pour les lots 7 à 12 et ses annexes
- Le fichier Excel « BPU-EF Encag_ecotox_Lot.. », annexe n°1 à l'acte d'engagement propre à chaque lot de l'accord-cadre Exposition de gammares (lots 1 à 6). Cette pièce doit être remise sous le même format que le document d'origine joint au DCE, soit au format .xls.
- Le fichier Excel « BPU-EF Bioacc_Lot.. », annexe n°1 à l'acte d'engagement propre à chaque lot de l'accord-cadre Analyses de gammares (lots 7 à 12). Cette pièce doit être remise sous le même format que le document d'origine joint au DCE, soit au format .xls.
- Cadre de réponses pour les lots 1 à 6
- Cadre de réponses pour les lots 7 à 12

4. **Retrait des documents de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que les documents de la consultation sont dématérialisés.

Les documents de la consultation peuvent être consultés et téléchargés gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement des documents de la consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des

modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce aux documents de la consultation, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seuls les exemplaires des documents de la consultation détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces de candidature suivantes :

Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

Les candidats peuvent produire le document unique de marchés européens (DUME).

- Attestation de régularité du candidat établi en France vis-à-vis de ses salariés : Si le candidat est établi en France, il doit produire une déclaration sur l'honneur justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)

Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Attestation d'assurance : Déclaration appropriée d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Références de service ou fournitures similaires : Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation de l'accord-cadre.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du même code.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son

chiffre d'affaires global ;

- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- **L'acte d'engagement (AE)** propre à chaque lot soumissionné

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

- **Le bordereau des Prix Unitaires** (pièce contractuelle) **et l'Estimation Financière** (pièce non contractuelle, servant uniquement au jugement de l'offre financière) propre à chaque lot soumissionné. Document à rendre au format .xlsx ;
- **L'annexe 3 au RC_Attribution multiple** pour les lots 7 à 12 en cas de réponse à plusieurs lots, dûment complétée et signée ;
- Le cadre de réponses propre à chaque lot soumissionné.

Pour le l'accord-cadre 2025-14 (lots 1 à 6), le cadre de réponses :

- ne contiendra pas plus de 209 pages au global (9 pages document initial + 200 pages maximum pour l'ensemble des réponses – police Calibri 11 au minimum).
- peut être complété par des annexes (justificatifs d'accréditation, procédures techniques, justificatifs de participation à des essais inter-laboratoires, justificatifs de compétence des intervenants...) dont le nombre n'est pas limité. Ces annexes doivent être paginées et référencées dans le cadre de réponse

Attention, aucune note technique ne doit figurer dans les annexes.

En cas de non-respect de ces limitations pour le cadre de réponses, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

Pour le l'accord-cadre 2025-26 (lots 7 à 12) le cadre de réponses :

- ne contiendra pas plus de 207 pages au global (7 pages document initial + 200 pages maximum pour l'ensemble des réponses – police Calibri 11 au minimum).
- peut être complété par des annexes (justificatifs d'accréditation, procédures techniques, justificatifs de participation à des essais inter-laboratoires, justificatifs de compétence des intervenants...) dont le nombre n'est pas limité. Ces annexes doivent être paginées et référencées dans le cadre de réponse

Attention, aucune note technique ne doit figurer dans les annexes.

En cas de non-respect de ces limitations pour le cadre de réponses, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères pour les lots 1 à 6	Pondération
La valeur technique de l'offre décomposée comme suit : Définition : sur la base du cadre de réponses et décomposé comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place et retrait des encagements de gammars : 15 % - Le conditionnement, conservation et transport des échantillons de gammars : 10 % - La qualité des prestations de tests d'écotoxicité : 20 % - La transmission des résultats : 5 % - La démarche qualité : 6 % - La démarche environnementale : 4 % 	60 %
Le prix Le prix sur la base du BPU et de l'estimation financière pour chaque lot soumissionné	40 %
Critères pour les lots 7 à 12	Pondération
La valeur technique de l'offre décomposée comme suit : Définition : sur la base du cadre de réponses et décomposé comme suit : <ul style="list-style-type: none"> - La qualité des prestations d'analyse : 50 % Au préalable à l'analyse de ce sous-critère « Qualité des prestations d'analyse », l'agence vérifie que l'offre comprend, dans le tableau renseigné par le candidat, l'analyse de tous les paramètres prioritaires et d'au moins 60 % des paramètres recommandés : <ul style="list-style-type: none"> - Si ces conditions (analyse de tous les paramètres prioritaires et d'au moins 60 % des paramètres recommandés) ne sont pas remplies, l'offre est rejetée. - Si ces conditions sont remplies, ce sous-critère est noté à partir du descriptif des techniques d'analytiques et du tableau renseigné par le candidat (nombre de paramètres recommandés, optionnels, 	60 %

complémentaires et supplémentaires analysés, performances analytiques des paramètres prioritaires, recommandés et optionnels c'est-à-dire les limites de quantification, les accréditations et les agréments) - La démarche qualité : 6 % - La démarche environnementale : 4 %	
Le prix Le prix sur la base du BPU et de l'estimation financière pour chaque lot soumissionné et uniquement sur les familles tarifaires comportant au moins un paramètre prioritaire et/ou un paramètre recommandé.	40 %

Rectification des offres :

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans l'estimation financière, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de l'estimation financière qui sera pris en considération.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

6.3 Attribution des lots

Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre séparé.

Limitation d'attribution des lots pour les lots 7 à 12 uniquement :

En application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même opérateur économique est limité de la manière suivante :

Les candidats peuvent répondre à :	1 ou plusieurs lots
Nombre de lots pouvant être attribués à un même candidat	4 lots maximum

Préférence d'attribution par ordre prioritaire défini par le candidat :

Le candidat qui présente une offre pour plusieurs lots doit indiquer dans l'annexe n° 3 du présent RC « 2025-26 Annexe au 3 RC_attribution multiple » le nombre maximum de lots qu'il a la capacité d'exécuter simultanément et l'ordre prioritaire d'attribution.

Les offres sont appréciées lot par lot.

Pour chaque lot, les offres seront classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée, soit l'offre économiquement la plus avantageuse, sera retenue.

Au cas où un même opérateur économique est retenu pour plusieurs lots, l'attribution des lots pour ce candidat est effectuée selon l'ordre prioritaire de préférence défini dans son offre (cf. annexe 3 au présent RC) dans la limite du nombre maximum de lots qu'il est en capacité d'exécuter simultanément et dans la limite du nombre maximum de lots pouvant être attribués.

L'attribution des autres lots au-delà du nombre maximum pouvant être attribué sera effectuée au candidat classé en 2ème position sur ces autres lots dans la mesure où cet opérateur déclare avoir la capacité d'exécuter ces autres lots simultanément et selon l'ordre prioritaire

qu'il a défini dans son offre (Cf. annexe 3 au présent RC).

La règle d'attribution de 4 lots maximum par candidat décrite précédemment pourra être dérogée dans le cas suivant : si sur tous les lots il n'y a qu'un seul et même candidat (ou que les autres candidatures ne sont pas acceptables ou que les autres offres sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables), que son (ses) offre(s) est (sont) jugée(s) acceptable(s) et économiquement avantageuse(s) et s'il déclare être capable d'exécuter 5 ou 6 lots alors ce candidat pourra se voir attribuer 5 ou 6 lots.

Attribution de l'accord-cadre

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution de l'accord-cadre.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 6 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Agence de l'eau RMC
SG-SAAJ
2-4 Allée de Lodz
69363 LYON CEDEX 07

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé les documents de la consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se

reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

9. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.



ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- **Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir :**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- **Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir :**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir :

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir :

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.



ANNEXE 2 au règlement de la consultation :

Préparer et anticiper son dépôt d'offre électronique

Le soumissionnaire est vivement invité à parcourir l'ensemble des dispositions de cette annexe avant d'entreprendre une réponse au format électronique.

La PLACE utilisée par l'AERMC est accessible à l'adresse www.marches-public.gouv.fr

1. Menu « Aide »

Une fois connecté, l'onglet « Aide » dans le menu de gauche facilite la prise en main de la plateforme en déroulant les sous-menus suivants :

- Guide d'utilisation,
- Assistance téléphonique
- Autoformation
- Foire aux questions
- Visualiser les entités achats
- Outils informatiques
- Consultation de test

Cette documentation apporte des précisions notamment sur les modalités de transmission des plis et sur les outils requis pour une réponse électronique.

Assistance téléphonique

Une hotline est mise à la disposition des entreprises au 01 76 64 74 07 de 9h00 à 19h00, heures de Paris, les jours ouvrés.

Modules d'autoformation à destination des opérateurs

En complément du manuel d'utilisation, un module d'auto-formation a été développé pour permettre l'apprentissage de l'utilisation de la PMI.

2. Menu « Se préparer à répondre »

L'onglet « **se préparer à répondre** », permet à l'opérateur économique de tester son environnement de travail et de vérifier la conformité du poste de travail avec les pré-requis de la plate-forme.

Test de configuration du poste de travail

Cette page permet d'établir un diagnostic du poste de travail pour remettre une réponse électronique.

Consultation de test

En complément du test de configuration, en vue de s'assurer à 100 % du bon fonctionnement de son poste de travail, le soumissionnaire est invité à simuler une réponse

à la consultation, en amont de la date de remise des plis, à l'aide de la « consultation de test ».

Pour tester la durée de téléchargement, il peut, également, remettre une offre réelle, même inachevée.

L'offre définitive viendra annuler et remplacer celle(s) remise(s) précédemment.

Outils informatiques

Les outils informatiques susceptibles d'intéresser le soumissionnaire sont rassemblés dans cet espace.

Parmi les fonctionnalités proposées on trouve :

- la signature électronique d'un document ;
- la vérification de la signature électronique.